

LES FONCTIONS SOCIALES DU PATRIMOINE*

par

Marc Guillaume**

Avant d'aborder cette question classique, il est utile de souligner d'abord ce qui constitue le paradoxe du patrimoine. Le patrimoine est tourné vers le passé. C'est à la fois une évidence et une apparence. Quand on conserve les traces du passé (objets mais aussi sons et images enregistrés grâce à de nouveaux outils) c'est pour marquer une sorte de fidélité à l'égard du passé. On en déduit ainsi que la conservation de ces traces est une pratique universelle, naturelle et que si elle est particulièrement développée aujourd'hui c'est simplement parce que les sociétés devenues riches ont maintenant les moyens, techniques et matériels, de conserver. Et d'ailleurs, le patrimoine est géré par des spécialistes du passé (archéologues, paléontologues, historiens, muséologues, archivistes, etc.).

Mais en réalité, l'essence du patrimoine n'est pas une continuité avec le passé, la politique du patrimoine contredit ce qu'elle affiche (n'est-ce pas d'ailleurs une règle générale d'efficacité de l'imaginaire ou de la rhétorique politique?): elle met en scène une continuité avec le passé alors qu'elle constitue une rupture dans l'histoire des rapports qu'une société entretient avec son passé. Cette passion de la conservation est en effet une invention moderne qui contribue à nous rendre incompréhensible la façon dont, autrefois, les traces matérielles étaient le plus souvent vouées à la transformation, à l'abandon ou à la destruction délibérée.

LA POLITIQUE DU PATRIMOINE

Les objectifs actuels de conservation, qui ont donc une origine récente, se présentent ainsi comme une évidence transhistorique, un impératif catégorique.

* Conférence présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Porto, Portugal, le 14 Avril 1999.

** Université Paris-Dauphine.

Le discours sur la conservation, la rhétorique patrimoniale sont saturés de stéréotypes (lesquels, comme les lapsus, ont souvent valeur de symptôme). Discours naïf, ressassé, paré de bonnes intentions (fidélité au passé, besoin universel d'enracinement, etc.) Discours moralisateur ou culpabilisateur, redoublé par le caractère souvent stéréotypé des restes historiques eux-mêmes. Tout cela converge vers une vision naturalisée du patrimoine et joue sur un consensus facile à obtenir. Mais, il s'agit de fausses évidences, qui masquent l'essence du désir de patrimoine. Les raisons profondes de la mise en place, puis de l'extension récente de stratégies de conservation, ne sont jamais présentées ou seulement évoquées dans les discours institutionnels.

Les politiques de conservation, qui apparaissent en France au moment de la Révolution, s'inscrivent d'emblée dans un climat d'urgence: tenter de protéger les monuments les plus significatifs de l'acharnement à effacer les traces de l'Ancien Régime. Ce thème de l'urgence est resté présent, il s'est même renforcé dans les années récentes, compte tenu des destructions massives liées à l'industrialisation et à l'urbanisation. L'ethnologie d'urgence concernant le patrimoine est devenue une cause d'intérêt national permettant la mobilisation des pouvoirs publics et des collectivités. Sans urgence, il n'y a pas de crédits nouveaux ou supplémentaires; ce thème est donc un passage obligé de la rhétorique politique si elle veut atteindre quelque efficacité. Mais il y a, de plus, une réalité de l'urgence, aussi bien en matière de conservation «naturelle» que de conservation «culturelle», parce que l'une et l'autre s'inscrivent dans une nécessité de compensation.

Le thème de la compensation s'inscrit dans une mise en scène globale d'un antagonisme entre l'État et la logique de la rentabilité économique. Ainsi, l'État se construit une légitimité, une vertu, une idéologie de service public.

C'est dans cette légitimité que s'inscrivent les politiques du patrimoine. L'État se pare d'un statut de protecteur dans des sociétés industrielles vouées à la destruction de ce qu'elles produisent (car le renouvellement est la condition de la demande), à l'obsolescence accélérée, à la consommation de l'éphémère; la passion du passé que l'on croit lire dans les stratégies du patrimoine est en fait l'écho douloureux de cette subordination à l'impératif économique de destruction. Une réserve (dans les deux sens du mot) à l'égard d'un avenir qui risque de diluer l'histoire propre d'un espace national dans un système capitaliste mondial.

Cela conduit à un rapprochement entre conservation naturelle et culturelle. Conserver, mettre en réserve, c'est mettre quelque chose à l'écart pour tenter de le soustraire aux effets réels et symboliques du temps. Cela s'applique à des objets apparus dans un passé plus ou moins lointain, mais aussi à des choses récentes destinées à apparaître bientôt comme «objets conservés», donc à traiter dès maintenant comme les objets venus du passé.

La conservation, quels que soient les objets auxquels elle s'applique, devient la mise en œuvre d'un rapport au passé, ou plus exactement à la passéité: c'est la représentation et la matérialisation du passé dans le présent et pour l'avenir. C'est aussi le traitement du présent comme futur passé.

Pour analyser ce traitement du rapport au temps, à la passéité, il faut distinguer deux catégories hétérogènes d'acteurs. A savoir: les institutions qui ont des bases, des moyens, des objectifs et des stratégies pour les atteindre; ensuite le peuple, les hommes ordinaires qui animent les organisations, y travaillent, partagent certains de leurs objectifs, mais dont les passions ne se réduisent pas à cela. L'homme ordinaire se définit par une praxis, une multiplicité de tactiques qui ne se laisse pas réduire à une logique objectifs-moyens. Le social est l'articulation de deux mondes incommensurables et interdépendants. Celui des intérêts, des stratégies organisationnelles, multiples, souvent conflictuelles, monde à la fois complexe dans les faits et simple dans son principe. Celui des passions et des pulsions, et aussi des résistances et adaptations aux stratégies mises en œuvre dans le monde des intérêts.

Lorsque les organisations marchandes et publiques ont atteint une masse critique dans la société, les rapports aux choses, au savoir, au pouvoir et – en particulier – au passé ont progressivement basculé. Ou plutôt se sont dédoublés. Nous avons appris à vivre dans un monde double: utilitaire et organisé en surface, encore symbolique en profondeur.

C'est dans ce dédoublement que le rapport à la conservation change, au début de l'ère moderne, lorsque l'appareil d'État et les activités économiques prennent en charge le monde utilitaire. Il change en introduisant une forme de conservation que j'appelle (en référence à Michel de Certeau) hétérologique, forme qui s'ajoute et se substitue en partie à la conservation symbolique des périodes antérieures. Cette hétérologie se constitue par une séparation, le rejet d'un mode de présence invisible du passé dans le présent qui, du même mouvement, en accumule les restes matériels: exclure le passé comme présence symbolique et rendre visible ses traces matérielles.

Par ce geste de séparation se constitue le patrimoine et, à travers le patrimoine ainsi séparé, un statut du passé. «Le passé c'est comme l'étranger: ce n'est pas une question de distance, c'est le passage d'une frontière» (Chris Marker). On sait bien que les objets du patrimoine sont hétéroclites et le deviennent de plus en plus, mais le simple fait d'être distingués des objets ordinaires maintient entre eux un fil rouge et donne au patrimoine son unité de principe. Cette séparation est rendue possible par le mythe fondateur de la modernité, selon lequel l'instance dernière du réel est sa matérialité, son intelligibilité. Le passé mis à distance, réduit à sa visibilité et à sa matérialité, nous échappe dans ce qu'il a d'essentiel et d'invisible. Et c'est déjà parce qu'il nous échappe que l'on accumule, sans fin,

des connaissances et des restes. En travaillant ainsi sur le passé, on le transforme en l'Autre de la société présente, on le traite comme un «passé sauvage», réduit au silence, mais qui peut servir de champ de savoir et de faire-valoir. L'accumulation des restes, comme l'accumulation du savoir moderne, est une hétérologie (savoir sur l'autre), et cette position d'extériorité rend possible son extension sans limites. «C'est un véritable remords de l'espèce qui la pousse à la résurrection de tout son passé au moment où elle perd le fil de sa mémoire. Tous les vestiges, toutes les traces qui s'étaient ensevelis dans le plus grand secret et qui, à ce titre, faisaient partie de notre capital symbolique, seront exhumés, ressuscités, ils n'échapperont pas à notre transparence, d'enfouis et de vivants nous en ferons quelque chose de visible et de mort, du capital symbolique nous ferons un capital muséal et folklorique»¹.

Évidemment, ces politiques d'accumulation sont mises en œuvre par diverses organisations plus ou moins spécialisées, poursuivant, à travers cette accumulation, leurs objectifs propres. Elles opèrent par triage, destruction différentielle, sélection. Elles réhabilitent, transforment, réutilisent. Au total, elles hiérarchisent, mettent en ordre et en scène des éléments qui leur sont utiles pour la gestion du présent, pour acclimater l'avenir. Le patrimoine se fait pédagogique, touristique, prétexte à rentabilité économique et à expérimentation des techniques de pointe.

Cette mise en ordre (censure et hiérarchie) du passé a été souvent analysée. On pense à la formule célèbre mais excessive de G.H. Orwell, dans *1984*: «Celui qui contrôle le passé contrôle le futur, celui qui contrôle le présent contrôle le passé.» Formule excessive, valable pour certaines situations extrêmes ou pour des restes particulièrement chargés de symboles ou encore pour des sociétés où existent ce que l'on pourrait appeler des appareils répressifs de la mémoire. La formulation de J. P. Sartres, dans *L'Être et le Néant*, selon laquelle «les sociétés reprennent leur passé sans forme de monuments» me semble plus nuancée et plus juste.

Car, dans nos sociétés, le patrimoine fonctionne plutôt comme un appareil idéologique de la mémoire, avec une grande efficacité, souvent invisible d'ailleurs, mais aussi avec quelques limites. Certaines analyses commencent en effet à dénoncer dans le patrimoine des artifices de sociabilité, y compris dans les écomusées, ainsi que les risques d'une muséalisation systématique.

Tout cela est en tout cas fort différent de la conservation et de la mémoire des sociétés antérieures vouées à un ordre symbolique. Dans ces sociétés, l'essentiel étant immatériel et invisible, la conservation se circonscrit à quelques traces sacrées, hantées, légendaires. En dehors de ces traces, l'essence de l'Être n'appartient pas à l'ordre des choses et du visible. Par conséquent, les choses

¹ Jean Baudrillard, *L'illusion de la fin*, Galilée, 1992, p. 107.

nouvelles ne peuvent pas chasser vraiment les anciennes: il y a imbrication du présent et du passé dans une structure symbolique forte. Cette présence symbolique du passé affranchit du souci de sa conservation matérielle².

A l'inverse, l'essentiel invisible est aujourd'hui absent dans le musée ou dans la ville rénovée. Mais il y a quand même perdurance des formes symboliques de la mémoire et de la conservation dans les actes quotidiens, dans les pratiques de l'homme ordinaire. Ce constat relance la question de l'articulation des stratégies de conservation hétérologique (des organisations) et des tactiques disséminées dans le corps social. Il me semble que, si les premières ne rencontrent pas les secondes, quitte à susciter des résistances et des détournements créateurs, la politique du patrimoine n'est qu'une forme vide, bureaucratique, vouée au dépérissement ou au moins aux dysfonctionnements graves.

LA CONSERVATION N'EST PAS QU'UNE POLITIQUE

Un premier mode d'articulation apparaît entre mémoires individuelles et collectives ou plutôt entre mémoire populaire et mémoire artificialisée par la conservation. On a, en effet, souvent présenté le patrimoine comme étant au service d'un objectif supérieur, la mémoire collective. Il est certain que la conservation des traces sert de support aux mémoires individuelles et collectives, ou plutôt qu'elle sert de réservoir pour alimenter les fictions d'histoire que l'on construit à propos du passé. Cela fonctionne particulièrement bien pour l'invention d'une origine, d'un passé lointain et mythique. C'est le terrain de «l'archéologie politique» («restauration» de Rome par Mussolini, ruines de Massada ou du Zimbabwe, etc.). Au total, la «fonction mémoire» légitime la conservation et lui confère certains de ses traits caractéristiques. En particulier, la dimension collective de la mémoire, renforcée par l'actuelle compulsion de célébration et de commémoration, favorise tous les procès actuels de socialisation de masse. Mémoire et conservation sont, par ailleurs, l'une et l'autre prises dans le même développement technique indéfini, les progrès de la gestion électronique des mémoires étendant le champ de ce qu'il est possible de conserver.

Si la mémoire est une rationalisation globale du patrimoine, elle n'en est qu'une explication partielle. La prolifération des traces (qui s'entassent dans des

² Cette indifférence aux restes matériels dans les pratiques architecturales notamment se manifeste jusqu'à la fin du XVIII^e siècle (à quelques exceptions près). Un exemple: la décision de Jules II de détruire (en 1505) l'église Saint-Pierre construite par Constantin douze siècles plus tôt. Le monument représentait pour lui une entité indestructible, dont l'apparence physique pouvait être modifiée sans que son essence soit altérée. Qui oserait proposer le même traitement aujourd'hui pour la cathédrale de Chartres ou le château de Versailles?

conditions souvent médiocres) ne garantit d'ailleurs pas la qualité de la mémoire collective, elle encombre même cette mémoire souvent très autonome, fantasque, mais enracinée et finalement solide.

Une deuxième explication partielle est à rechercher à partir de la notion de travail de deuil, au sens que Freud donne à cette expression. Au niveau individuel en effet, le travail de deuil s'appuie sur des traces conservées (la sépulture notamment, bien sûr). On s'autorise à passer au niveau collectif en utilisant, par exemple, des observations ethnologiques relatives à des pratiques de conservation funéraires. Or, cette extrapolation n'a de sens que pour des communautés spécifiques (où le deuil individuel a d'emblée une dimension collective) ou pour des situations exceptionnelles et momentanées. En dehors de ces situations, il n'existe pas de dimension de deuil dans les patrimoines des sociétés actuelles, sauf dans une acception vague et métaphorique du terme.

Ces représentations du patrimoine comme appareil au service de la mémoire et plus ou moins lié au deuil soutiennent ainsi, avec une «inquiétante naïveté», une conception intangible du patrimoine traversant sans changement le cours de l'histoire.

Une troisième voie, beaucoup plus explicative, est celle de la délégation et de la médiation. L'énigme du patrimoine et l'évolution historique de son statut peuvent s'éclairer surtout par le refus moderne d'assumer la destruction de ce qui échappe au champ économique; détruire est un geste dont la réalisation et la signification sont devenus socialement insupportables sans médiation. Les sociétés symboliques, on l'a vu, affrontaient la destruction en disqualifiant l'ordre du matériel et du visible. En outre, quand le rythme de la destruction économique était lent, comparable aux rythmes biologiques, le rapport au passé s'accommodait de cette destruction, tandis qu'à la destruction artificielle actuelle répond la conservation artificielle, muséographique. Avec la modernité, à la fin du XVIIIe siècle et au moment même où les attitudes devant la mort, qui étaient restées stables pendant des siècles, changent rapidement, la destruction cesse d'être un geste réglé symboliquement à l'intérieur même de la société. La gestion de la destruction différentielle des objets symboliques, et donc de la conservation, est déléguée à des appareils spécialisés sous le contrôle de la puissance publique. D'une manière plus générale, le passage d'une société symbolique à la société moderne s'analyse en ce transfert: le rapport à la mort, au sexe, à l'aléa, à tout ce que l'homme affronte difficilement n'est plus assuré symboliquement à l'intérieur de la société, mais délégué à l'économie marchande ou à des institutions spécialisés.

La conservation est ainsi devenue une activité industrielle comme une autre, soumise au principe de fonctionnalité et donc à l'accumulation et à l'excès: l'hypertrophie, l'obésité, menacent la conservation comme elles menacent la production ou l'information et plus généralement tout système fonctionnel visant ses

buts spécifiques. Le système de la conservation est même sans doute celui qui est voué à l'accumulation la plus visible et la plus encombrante. A vouloir tout garder, l'espace se surcharge vite de reliques et de muséographie, la politique du patrimoine absorbe de plus en plus d'espace, de temps, de moyens de toutes sortes.

Dans le même temps, le patrimoine devient paradoxalement le lieu d'avant-garde de la modernité où s'inventent des formes de gestion de l'excès, face en particulier aux nouvelles vagues des objets industriels. Cette invention prend déjà les formes les plus diverses, si bien que tous les modes de conservation, du musée traditionnel à l'écomusée, de l'habitat restauré à l'équipement réutilisé, sont appelés à coexister d'une manière géologique, en quelque sorte. D'autant que l'exigence «démocratique» pousse à faire de chaque patrimoine individuel un élément «légitime» du patrimoine collectif. Deux formes de patrimoines vont sans doute devoir cohabiter: patrimoine «élitiste» (celui des musées) qui ne manque pas d'attirer les foules anonymes et patrimoine de masse, mise en image d'une société de masse.

En cela, le patrimoine est résolument postmoderne, à l'image même des centres historiques des villes où se côtoient divers styles architecturaux et plusieurs couches de passé. Ou encore à l'image de ce que les architectes appellent le «façadisme»: la façade c'est le passé et derrière elle le bâtiment abrite les espaces les plus fonctionnels. Par sa puissance d'amalgame, sa capacité à mêler à la fois les objets et leurs modalités de conservation, le patrimoine se fait reflet de notre futur – plutôt que de notre passé – et mise en abyme d'une société post-moderne.